

EXPOSITION

À PARTIR DU 2 FÉVRIER 2024

DOSSIER
DE PRESSE



DES
ÉTRANGERS
DANS LA **RÉSISTANCE**
EN **FRANCE**

À L'OCCASION DE L'ENTRÉE AU PANTHÉON
DE MÉLINÉE ET MISSAK MANOUCHIAN

LE CYCLE AUTOUR
DE L'EXPOSITION



Credits photos : © Mémorial de la Shoah ; © Archives Manouchian / Roger-Viollet ; © Archives nationales de Roumanie, Bucarest ; © Archives de la Préfecture de Police de Paris ; © André Zucca / Roger-Viollet.
Conception graphique : Nisim Sellam. Mémorial de la Shoah, fondation reconnue d'utilité publique SIREN 784 243 784

DES LIBÉRATEURS?



GRZYWACZ
Juif polonais
2 attentats



ELEK
Juif hongrois
8 déraillements



WASJBROT
Juif polonais
1 attentat,
3 déraillements



WITCHITZ
Juif hongrois
15 attentats



FINGERWEIG
Juif polonais
3 attentats,
5 déraillements



BOCZOV
Juif hongrois
chef dérailleur
20 attentats

FONTANOT
communiste italien
12 attentats



MANOUCHIAN
Arménien
chef de bande
56 attentats
150 morts
600 blessés



RAYMAN
Juif polonais
13 attentats

ALFONSO
Espagnol rouge
7 attentats



LA LIBÉRATION PAR L'ARMÉE DU CRIME!

SOMMAIRE

Des étrangers dans la Résistance en France	 01
Parcours de l'exposition	 03
Commissariat de l'exposition	 19
Autour de l'exposition	 20
Le Mémorial de la Shoah	 25
Informations pratiques & contacts	 28

DES ÉTRANGERS DANS LA RÉSISTANCE EN FRANCE

À l'occasion de l'entrée au Panthéon de Mélinée
et Missak Manouchian

Alors qu'un hommage national est rendu à Missak Manouchian et aux combattants des FTP-MOI, l'occasion est offerte de revenir sur un engagement qui est souvent souligné : les étrangers sont surreprésentés dans la Résistance française. On évitera le travers qui laisserait à penser que la majorité des étrangers avait choisi ce combat clandestin, mais la proportion est sensiblement plus importante que chez les Français, qu'on s'attache à l'action politique, à la lutte armée, au renseignement ou au sauvetage. C'est tout spécialement le cas chez les réfugiés qui ont dû fuir les persécutions et la répression qui prolifèrent dans l'Europe de l'entre-deux-guerres, sans oublier les réserves militantes qu'offrent les exilés qui doivent fuir l'Espagne devenue franquiste. Ciblés à nouveau en France, singulièrement après la défaite, aussi bien par les Allemands que par l'État français, ils sont d'autant plus incités à agir.

C'est à ces hommes et à ces femmes que cette exposition est consacrée. Si la diversité des origines est évidente, ce qui frappe, chez ces combattants, c'est une forme de convergence identitaire, loin des assignations à résidence communautaire qu'on leur attribue souvent à distance, aujourd'hui, par anachronisme. Étrangers ou naturalisés, arméniens ou espagnols, italiens ou juifs d'Europe centrale, ils sont souvent internationalistes ou au moins ouverts sur le monde mais aussi, pour la plupart, profondément attachés à la France, non pas celle de Vichy bien entendu, mais à la France des droits de l'homme et de la Révolution française.

PARCOURS DE L'EXPOSITION

Le tournant d'août et septembre 1939

La signature du Pacte germano-soviétique, le 23 août 1939, marque un tournant majeur dans la situation internationale. Hitler peut sans risque lancer ses troupes contre la Pologne, le 1^{er} septembre, d'autant qu'un protocole secret prévoit le partage de la Pologne, qui se concrétise dans les semaines qui suivent avant, même, un traité d'amitié. Le 3 septembre, au nom des accords de défense, la France et l'Angleterre déclarent la guerre à l'Allemagne. Dans un premier temps, le PCF soutient cette politique mais bientôt, sur ordre de Moscou, le PCF dénonce une guerre dite « inter-impérialiste » à laquelle les ouvriers n'ont rien à gagner. Le gouvernement prononce par décret du 26 septembre la dissolution du PCF et des organisations liées.



Joseph Staline et Joachim von Ribbentrop lors de la signature du Pacte germano-soviétique. Berlin, Allemagne, 23 août 1939.
© Mémorial de la Shoah/Coll. Gérard Silvain.



Décret du 26 septembre 1939 portant dissolution des organisations communistes. Journal officiel de la République française, 27 septembre 1939, Lois et décrets, p. 11770.
© Bibliothèque nationale de France.

L'engagement des étrangers en 1939

Une fois la guerre déclarée, le 3 septembre 1939, de nombreux étrangers se portent volontaires et sont intégrés, qui dans les unités polonaise ou tchécoslovaque, qui au sein des trois régiments de marche de volontaires étrangers de la Légion étrangère. Les Espagnols et les Juifs y constituent une majorité. Ceux qui bénéficient d'un droit d'asile et n'ont pas contracté d'engagement militaire deviennent prestataires au sein des compagnies de travailleurs étrangers (CTE).

Au premier mai 1940, on compte près de **100 000 prestataires** : 55 000 dans les CTE, 40 000 placés dans l'industrie ou l'agriculture, tandis que plus de 8 000 étrangers sont au front. Ces chiffres ne rendent pas compte de l'ampleur de la mobilisation volontaire des étrangers car les autorités françaises, aux yeux desquelles ils sont d'abord des « indésirables », renvoient à leur foyer les Juifs volontaires dont ils se méfient, internent les Allemands et les Autrichiens, souvent antinazis mais « ressortissants de pays ennemis », et montrent quelque réticence à employer les Italiens, Mussolini n'étant pas encore engagé dans la guerre.



Foule des volontaires étrangers devant le ministère de la Guerre. Paris, France, septembre 1939.
© Mémorial de la Shoah/UEVACJ.

Les étrangers et les Juifs cibles de Vichy et des Allemands

L'armistice demandé par la France, puis l'avènement du régime de Vichy sous l'autorité du maréchal Pétain signent un tournant majeur en France. Collaboration avec l'occupant nazi et Révolution nationale se combinent et mènent à l'instauration d'un régime d'exclusion pour « régénérer » la nation. Commission de dénaturalisation, lois qui interdisent l'accès à la fonction publique et aux professions de médecin et d'avocat aux enfants d'étrangers, enrôlement forcé dans des groupements de travailleurs étrangers (GTE) des « étrangers en surnombre dans l'économie française », internement de Juifs étrangers, répression accrue contre les étrangers suspects d'activité subversive – toutes ces mesures constituent un prélude à la persécution impitoyable contre l'ensemble des Juifs en France. Dès l'automne 1940, une double législation antisémite, allemande en zone occupée, française sur tout le territoire, se met en place, transforme tous les Juifs, Français et étrangers, en parias de la société et accroît leur précarité sociale et économique.



Joseph Boczor, troisième à partir de la gauche, interné au camp de Gurs. Gurs, Pyrénées-Atlantiques, 1940.
© Archives nationales de Roumanie, Bucarest.

Les FTP-MOI à Paris et en région parisienne

L'organisation

Dans le contexte de la rupture du Pacte germano-soviétique, le PCF se lance dans la lutte armée à l'été 1941. À Paris, trois structures mènent alors le combat : les Bataillons de la jeunesse, l'Organisation spéciale (OS) et l'OS-MOI composée d'étrangers. Une réorganisation s'opère avec la fusion des structures en une seule, les Francs-Tireurs et Partisans (FTP), en avril 1942. La branche des FTP-MOI s'organise sous la responsabilité de Boris Holban. Autour de la direction et de services annexes, des détachements se mettent en place où se répartissent les groupes de langue de la MOI : Bulgares, Roumains, Hongrois, essentiellement juifs, puis Arméniens dans le 1^{er} détachement ; les Juifs polonais forment le 2^e détachement ; les Italiens et quelques Français se rassemblent dans le 3^e détachement ; l'ancien combattant de la guerre d'Espagne Joseph Boczor regroupe les dérailleurs dans le 4^e détachement.

En juin 1943 est mise sur pied une «équipe spéciale» en charge des opérations les plus spectaculaires.

Les actions

Les actions des FTP-MOI sont multiples : exécutions individuelles de militaires allemands, attaques contre des groupes de soldats dans les rues, bombes dans les hôtels réservés par l'Occupant, vols d'armes ou simplement de vélos. L'efficacité militaire reste limitée, loin des bilans annoncés dans les communiqués clandestins. Mais l'essentiel est bien sûr dans l'impact politique, en montrant que la Résistance est bien présente dans la capitale et qu'elle vise en particulier l'Occupant, largement honni par la population.



Affiche de la résistance juive revendiquant l'élimination du docteur Julius Ritter, chef du Service du travail obligatoire en France.

France, 1944.

© Mémorial de la Shoah/coll. UEVACJ.

La traque et les chutes

La préfecture de police de Paris institue une brigade spéciale en mars 1940 au sein des renseignements généraux pour surveiller les militants communistes. Mais c'est en août 1941 qu'elle est réactivée, sous l'égide du commissaire Fernand David, afin de contrer le PCF engagé dans la lutte armée. En janvier 1942 elle est même dédoublée, David et la BS1 se chargeant de la répression des menées politiques, René Hénoque et la BS2 visant les «communo-terroristes», selon leur expression. La collaboration des polices allemande et française est officiellement scellée et amplifiée par les accords Oberg-Bousquet de l'été 1942.

Les filatures

Face aux FTP-MOI, les méthodes sont constantes : le repérage, les longues filatures, une rafle collective le moment venu, l'interrogatoire avant la livraison aux Allemands. Les arrestations récurrentes et massives sont le résultat de ces méthodes et de leur efficacité.

Le démantèlement des FTP-MOI trouve sa source principale dans les trois filatures qui se succèdent de janvier à novembre 1943. La première part du groupe politique des jeunes Juifs, dirigé par Henri Krasucki, âgé alors de 19 ans. La deuxième filature qui dure d'avril au début du mois de juillet, 1943, se clôt par des dizaines d'arrestations : le groupe politique de la MOI et le 2^e détachement (juif) des FTP-MOI sont démantelés.

Enfin, fin juillet, s'enclenche la troisième filature qui va durer jusqu'à la mi-novembre 1943 et aboutir au démantèlement de ce qui reste des FTP-MOI parisiens, le chef militaire, Missak Manouchian, étant arrêté lors d'un rendez-vous avec son supérieur, Joseph Epstein, le 16 novembre à Évry-Petit-Bourg. Dans la foulée, toute la direction des FTP parisiens, dirigés par Epstein, tombe suite à de nouvelles filatures.

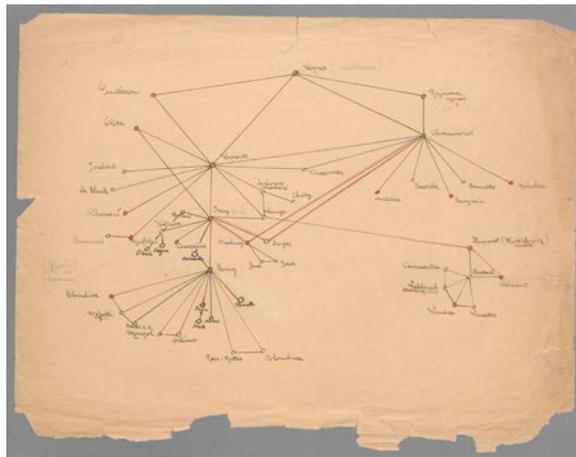


Schéma de la troisième filature réalisée par les brigades spéciales probablement entre le 24 juillet et le 11 novembre 1943.

© Archives de la préfecture de police de Paris.

À partir de leurs filatures, les policiers tissent un réseau de liens qui permettra de reconstituer l'organigramme du groupe, sous la forme emblématique d'une toile d'araignée.

PORTRAITS DE RESISTANTS

Boris Holban 1908 - 2004

De son vrai nom Baruch Bruhman, Boris Holban est né en Ukraine en 1908. Émigré en Roumanie avec ses parents, il adhère au Parti communiste au milieu des années 1920 mais, après l'interdiction du PCR, il est arrêté et passe dix-huit mois en prison. Libéré, il est à nouveau clandestin, d'où une expérience qui sera décisive pendant la guerre. Passant finalement en France en 1938, il s'engage dès la déclaration de guerre, est fait prisonnier en juin 1940 et s'évade quelques mois plus tard avec l'aide d'Irma Mico. Il entre dans la direction du groupe politique roumain de la MOI, s'engage dans la lutte armée et, en avril 1942, il est chargé de créer les FTP-MOI de la région parisienne. Il en reste le chef militaire jusqu'en juillet 1943, remplacé alors par Manouchian. Il retrouve son poste après la chute de novembre. Participant aux combats de la Libération, il s'engage le 20 septembre dans le 1^{er} régiment de Paris, devenu bataillon 51/22 et composé essentiellement de FTP-MOI, puis il en prend la direction. Il rejoint la Roumanie et occupe divers postes, comme militaire puis comme civil. Il s'installe à Paris en 1984 et, en 1989, publie un ouvrage de référence sur les FTP-MOI, *Testament*.

Boris Milev 1903 -1983

Boris Milev est né dans un quartier ouvrier de Sofia (Bulgarie). Il doit rapidement subvenir aux besoins de sa famille et renonce à cultiver son goût pour le théâtre. Ses activités communistes lui valent une arrestation à Sofia, à la suite de laquelle il émigre en France (1925). Expulsé de France, puis de Belgique, il repart en Bulgarie, s'évade de la prison de Sofia et échoue à nouveau à Paris en 1936. Interné comme communiste à la déclaration de guerre au camp du Vernet, puis au camp des Milles dont il s'évade, il dirige le groupe bulgare des FTP-MOI (juin 1942), puis devient le responsable politique du triangle de direction de l'organisation (janvier 1943-mai 1943), et, pour des raisons de sécurité est ensuite affecté dans celui de la MOI du Nord-Pas-de-Calais. Après la guerre, il repart en Bulgarie.

Joseph Epstein 1911 - 1944

Joseph Epstein, né en Pologne dans une famille juive aisée, devient communiste à la faculté de droit de Varsovie. Il est arrêté, part en Tchécoslovaquie d'où il est expulsé, arrive en France en 1931 et y termine des études de droit. Membre des Brigades internationales dès leur création, il est grièvement blessé en Espagne, rapatrié en France, puis repart au combat.

Interné au camp de Gurs à son retour, il s'engage dans la division polonaise puis dans la Légion étrangère à la déclaration de guerre. Fait prisonnier par les Allemands, interné dans un stalag, il s'en échappe et arrive à Paris en décembre 1940. Il y est responsable des groupes de sabotage créés par la CGT. En février 1943, celui qui se faisait appeler Joseph Andrej au sein des Brigades internationales, se voit confier, sous l'alias de colonel Gilles, la direction militaire de l'ensemble des groupes FTP de la région parisienne. Il est arrêté sous le nom de Joseph Estain le 16 novembre 1943 lors d'un rendez-vous avec Missak Manouchian. Condamné à mort par le tribunal allemand de Paris le 23 mars 1944, il est fusillé le 11 avril 1944 sans que sa véritable identité soit découverte alors que son rôle central au sein des FTPF (Francs-tireurs et partisans français) était connu.

Missak Manouchian 1906 -1944

Missak Manouchian avait 9 ans quand, en 1915, il est confronté au génocide des Arméniens. Il y perd ses deux parents et est caché par une famille kurde avec son frère, Garabed, avant de rejoindre un orphelinat près de Beyrouth, pays passé sous mandat français, où il apprend la menuiserie et la littérature française. Il vient en France en 1924, vivant ensuite de petits métiers. Son frère meurt à son tour de tuberculose. Il est dans la mouvance communiste dès 1931 et entre au PCF trois ans plus tard. Il devient permanent, en charge au sein des organisations de masse de l'immigration arménienne en France. À deux reprises, en 1933 et en 1940, il demande sa naturalisation. Libéré après ses deux arrestations, en septembre 1939 puis en juin 1941, il rejoint bientôt la MOI dont il va diriger la section arménienne à Paris. En février 1943, il rejoint les FTP-MOI, est nommé dans le triangle de direction début juillet avant de remplacer Boris Holban comme chef militaire. Arrêté le 16 novembre dans la rafle qui décime l'organisation, il est jugé et condamné à mort en février 1944 à l'issue du procès dit de l'Affiche rouge. Le 21 février; il est exécuté avec ses camarades au Mont Valérien.

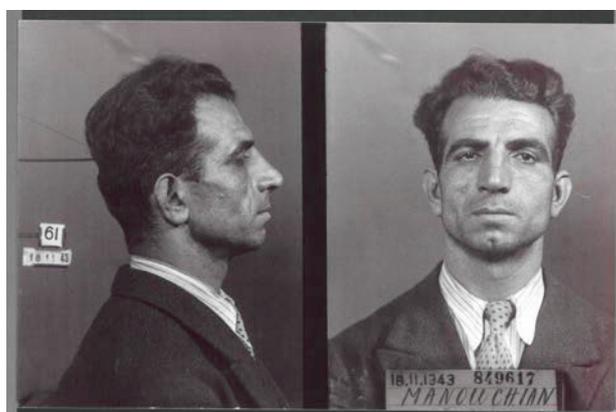


Photo anthropométrique de Missak Manouchian prise lors de son arrestation. Paris, 18 novembre 1943. © Archives de la préfecture de police de Paris.

Cristina Boïco 1916 -2002

Cristina Boïco, née Bianca Marcusohn en Roumanie dans une famille juive, adhère aux Jeunesses communistes à l'âge de 16 ans.

Arrivée en France en 1938, elle y entame des études de biologie. Dès septembre 1940, elle noue des premiers contacts avec la Résistance dans le milieu étudiant à Paris, avant de rejoindre le service technique de l'OS-MOI au printemps 1941, puis de devenir permanente des FTP en 1942. Elle crée avec Boris Holban, puis dirige, le service de renseignements chargé d'effectuer des opérations de repérage avant d'assumer la responsabilité des FTP-MOI pour la zone nord. Après un bref passage par la Radiodiffusion française à la Libération, elle regagne la Roumanie en mars 1946 où elle exerce différentes fonctions officielles jusqu'en 1987, date de son retour en France.

Golda (Olga) Bancic 1912 -1944

Golda (Olga) Bancic est la seule femme à être jugée dans le procès de l'Affiche rouge. Née dans une famille juive de Bessarabie, elle participe dès son plus jeune âge à des grèves ouvrières. Son activité communiste lui vaut plusieurs séjours en prison. Elle émigre en France en 1938. Dès la défaite, elle s'affilie à la MOI, puis aux FTP-MOI, où elle assure le transport des armes et des munitions, avant d'être chargée du dépôt des armements. Arrêtée par la brigade spéciale 2 en même temps que Marcel Rajman, le 16 novembre 1943, elle est jugée avec ses camarades et condamnée à mort. Transférée en Allemagne, elle est guillotinée dans la cour de la prison de Stuttgart, les Allemands évitant d'exécuter des femmes en France.



Photo anthropométrique de Golda (Olga) Bancic prise lors de son arrestation. Paris, 18 novembre 1943. © Archives de la Préfecture de Police de Paris.

Ferenz Wolf, dit Joseph Boczor, 1905-1944

Ferenz Wolf est né en Transylvanie dans une famille juive aisée. Engagé dans le militantisme communiste dès ses années de lycée, il poursuit des études de chimie à Prague et y obtient son diplôme d'ingénieur avant de devenir permanent du Parti en Roumanie.

Volontaire dans les Brigades internationales, il est interné à Argelès, puis à Gurs lors de la Retirada. Il devient le responsable du groupe hungaro-roumain de la MOI dans le camp et organise l'évasion, en avril 1941, de son groupe du train qui déporte ces «apatrides» en Allemagne.

Il rejoint immédiatement à Paris l'OS-MOI puis crée et dirige le 4^e détachement des FTP-MOI, celui des « dérailleurs », responsable d'une quarantaine d'actions. Arrêté lors de la grande chute de novembre 1943, il est jugé avec les 23 « terroristes » de l'Affiche rouge et fusillé au Mont-Valérien, le 21 février 1944.

Marcel Rajman, Mieczyslaw Rajman dit couramment Marcel Rayman

Marcel (Mieczyslaw) Rajman est né à Varsovie en 1923.

La famille fuit les persécutions antisémites et s'installe rue des Immeubles-Industriels à Paris XI^e, dans un milieu de Juifs communistes. Très marqué par l'arrestation de son père en 1941, prévenu comme sa mère et son frère de la rafle de juillet 1942, il s'engage dans l'Union des Jeunes Juifs, dirigé par son copain et voisin Henri Krasucki, puis dans le 2^e détachement des FTP-MOI. C'est en juin 1943 qu'est constituée « l'équipe spéciale » en charge des opérations les plus spectaculaires, comme l'exécution de Julius Ritter le 28 septembre. Repéré et filé depuis de nombreux mois, il est arrêté le 16 novembre 1943 et fusillé au Mont Valérien le 21 février 1944, à l'issue du procès de l'Affiche rouge à l'hôtel Continental.

Rino Della Negra

Le père de Rino Della Negra est venu en France après la Première Guerre Mondiale pour aider à la reconstruction dans le Pas-de-Calais, où naît Rino en 1923. Ils s'installent à Argenteuil, quartier de Mazagran, où les immigrés italiens sont très nombreux. L'immigration y est économique mais massivement antifasciste. Ajusteur de formation, Rino est surtout connu comme un excellent footballeur à Argenteuil et est même recruté par le Red Star en 1942. Réfractaire au STO, il rejoint le 3^e détachement des FTP-MOI parisiens et participe à de nombreuses actions, jusqu'à une attaque de convoyeurs qui tourne mal, le 12 novembre 1943. Gravement blessé, il est jugé avec ses camarades et exécuté au Mont-Valérien le 21 février 1944.

Roger Rouxel 1925-1944

Né à Paris en 1925, Roger Rouxel a fait une formation de tourneur sur métaux et travaille dans une usine d'Ivry. C'est un ancien camarade d'école, Robert Witchitz, qui lui propose de rejoindre les FTP-MOI en mars 1943. Il intègre le 3^e détachement, où se retrouvent principalement les Italiens. Participant à de nombreuses actions très spectaculaires, il tombe à la suite de celle menée par Rino Della-Negra le 12 juillet. Les 7 membres de l'action sont arrêtés, dont Rouxel le 14 novembre. Il est exécuté le 21 février 1944 au Mont Valérien.

AUTOUR DE L’AFFICHE ROUGE

Campagne de propagande sur l’Affiche rouge

« Une affiche parlante et singulièrement bien venue nous présente le palmarès hideux des plus célèbres “libérateurs” de l’armée du crime », peut-on lire dans Paris-Soir du 6 mars 1944. « Pas un Français parmi eux : en revanche, les Juifs polonais tiennent la vedette. Viennent ensuite les Juifs hongrois, des Espagnols rouges, des Italiens, et le bandit le plus redoutable, un Arménien. J’y insiste, rien que des étrangers ! [...] C’est l’étranger qui commande, organise les attentats, pille, tue ». Cette immense affiche est en effet placardée sur tous les murs tandis qu’est diffusée une brochure qui accuse « 24 Juifs » d’avoir « assassiné 150 Français en l’espace de deux mois ».

Sur les ondes de la BBC et dans la quasi-totalité de la presse clandestine, la riposte porte l’accent sur le patriotisme français de l’ensemble de la Résistance, composée non pas de criminels mais de combattants qui luttent pour la libération de leur pays. Le Conseil national de la Résistance (CNR) dénonce un « effort fanatique pour déshonorer la Résistance française en la faisant passer pour l’œuvre de bandits de grand chemin ». Les publications de la section juive de la MOI se distinguent : « Quoi d’étonnant que les Juifs rejoignent ceux qui combattent contre la barbarie et la tyrannie hitlérienne ? Libérer la patrie de l’outrage de l’envahisseur et hâter la fin des bourreaux sanguinaires de leurs coreligionnaires – tel est le noble but qui anime les combattants juifs », tout en réaffirmant que « la Résistance française est bien française, [même si] dans les rangs de cette Résistance combattent des milliers de Juifs français et immigrés ».



Deux pages de la brochure de propagande « L’armée du crime ». France, 1944.
© Mémorial de la Shoah.

Du procès à l'exécution

Le procès, qu'on dit aujourd'hui de l'Affiche rouge, se tient du 15 au 18 février 1944 à l'hôtel Continental à Paris. L'objectif est clair : montrer que la Résistance est le fait d'étrangers et de communistes, juifs pour beaucoup. Voilà pourquoi Epstein n'en est pas, lui le supérieur de Manouchian, parce qu'il a pu longtemps être identifié comme Estain, né près de Bordeaux, Français non juif. Il sera donc jugé devant une autre cour et, bien sûr, exécuté. Le verdict est terrible : 23 sont condamnés à mort, 22 sont fusillés le 21 février au Mont-Valérien, Golda Bancic étant transférée à Stuttgart pour être guillotinée. Les Allemands évitaient d'exécuter les femmes en France.



3 photographies de l'exécution des membres du groupe Manouchian.
Mont-Valérien, Suresnes, France, 21 février 1944.

© Mémorial de la Shoah / Coll. Alain Simonnet.

Sous-officier dans l'armée allemande, Clemens Rüter réalise, malgré l'interdiction, trois photographies de l'exécution des membres de l'Affiche rouge, groupe Manouchian, au Mont-Valérien.

Le travail allemand

Le TA (Travail allemand) est créé par le PC pour diffuser de la propagande antinazie au sein des troupes d'occupation. Propagande, recrutement et infiltration sont au cœur de l'action du TA et sont étendus à la zone sud après novembre 1942. Son activité la plus singulière est l'œuvre d'un groupe de jeunes femmes juives germanophones sous la direction d'Irma Mico.



Affiche pour le Travail allemand. National Komitee
« L'Allemagne libre, l'Allemagne doit vivre.
C'est pourquoi Hitler doit tomber ».
France, 1942.
© Coll. Claude Collin.

Irma Mico prise en photo par un soldat allemand
lors d'un pique-nique au bois de Meudon.
Bois de Meudon, France, 1941.
© Coll. André Mico.

Cette photo, selon Irma Mico, a été « prise par un Allemand pendant la guerre ». Elle la montre pendant le « travail de filles », c'est-à-dire la socialisation avec des soldats allemands dans le but de connaître leur degré d'implication dans le régime nazi.

L'action armée en province

Les spécificités régionales combinées aux affectations décidées par la direction de la MOI, puis les chutes intervenues à Paris, expliquent les différences entre les différents groupes FTP-MOI qui s'organisent en zone sud après son occupation par les forces allemandes. La première action du groupe Carmagnole, à Lyon, date du 11 novembre 1942. La lutte armée s'amorce à Grenoble grâce au groupe Liberté, en mars 1943, et à Marseille avec la constitution du détachement Marat. Plus que les groupes parisiens, ces trois formations sont composées de militants issus de différentes immigrations qui agissent ensemble, avec de forts noyaux juifs dans chacune. Chacun de ces groupes a joué un rôle important dans les combats de la Libération.

Les maquis

Quand on parle de maquis, on ne peut évidemment pas faire l'impasse sur les combattants espagnols, si nombreux à la frontière des Pyrénées depuis la défaite de la République.

Il faut citer aussi les maquis allemands de la région, qui ne sont d'ailleurs pas composés que d'Allemands. C'est en avril 1943 qu'avec quatre de ses camarades allemands, l'ancien d'Espagne Otto Kühne, député communiste avant l'accession au pouvoir d'Hitler, fonde un maquis dans l'Aubrac, avec le soutien de l'Armée secrète. On n'oubliera pas non plus le cas des prisonniers de guerre soviétiques transférés à Paris, dont quelques milliers ont rejoint les maquis, recrutés pour beaucoup via la MOI.



Groupe du maquis espagnol.
Pyrénées, France, 1944.

© Mémorial de la Shoah/Coll. Alain Gabalon.

À gauche : Alain Gabalon, ancien des Brigades internationales interné au camp de Gurs en 1939 et 1940.

Contre les persécutions : propagande et sauvetage

Avec la mise en œuvre de la Solution finale voulue par les Allemands et lancée au printemps 1942 mais cogérée par l'État français, le camp devient l'antichambre de la mort, y compris en zone non occupée jusqu'en novembre. Cependant, la zone sud a pour singularité d'abriter dans ses camps des œuvres d'assistance qui vont avoir un rôle décisif dans la résistance de sauvetage. C'est l'esprit qui est majoritaire au sein du comité de coordination des œuvres, dit «comité de Nîmes», soutenu financièrement par le Joint (AJJDC), une organisation juive américaine. L'OSE (Œuvre de secours aux enfants), les Quakers, la Cimade, le Secours suisse aux enfants, etc. vont jouer un rôle capital dans ce sauvetage.

Le renseignement

Sans surprise, la France, principal pays occupé par l'Allemagne, a été un terrain privilégié pour l'action des services de renseignements. Les Britanniques, via le MI6, et la France libre, via le BCRA, en savent quelque chose qui ont suscité et soutenu des réseaux comme Comète, Saint-Jacques, Alliance, et tant d'autres qui ont joué un rôle crucial dans le recueil des renseignements, l'organisation d'opérations secrètes en ce pays frontière, l'évasion et le sauvetage de pilotes alliés. Dans ces réseaux, les étrangers sont nombreux. Ainsi Francisco Ponzán Vidal, un anarchiste espagnol exilé en France, travaille aussi bien avec le contre-espionnage français, avec l'Intelligence Service en intégrant le réseau Pat O-Leary et, même avec, un réseau d'évasion belge. Curieusement, les services soviétiques sont plus connus. En ce moment où il faut faire feu de tout bois, les frontières sont assez poreuses entre ces services et le PCF via la MOI. C'est ainsi Louis Grojnowski qui sert d'intermédiaire entre l'Orchestre rouge de Leopold Trepper et le PCF, et Jacques Kaminski entre le réseau du français Robert Beck et le même parti. Efficacité et urgence obligent, sur fond de connivence politique.



Photo anthropométrique de Robert Beck lors de son arrestation.
France, 1942.

© Archives de la préfecture de police de Paris

La France libre

Deux moments sont à retenir pour qui souhaite mesurer le rôle des étrangers dans la France libre (FFL) : la drôle de guerre de 1939-1940 et le débarquement allié en Afrique du Nord. Nombre d'Allemands et d'Autrichiens, regardés avec méfiance par les autorités françaises, vont rejoindre la Légion étrangère, orientés vers l'Afrique du Nord, a priori loin du front. S'ajoutent quelque Espagnols, une demi-brigade ayant participé aux combats en Norvège, allant ensuite sur Portsmouth où ils rejoignent la France libre dès 1940 et combattent ensuite en Érythrée puis en Libye. Après le débarquement anglo-saxon en Afrique du Nord, en novembre 1942, on comptera jusqu'à 5000 volontaires dans trois bataillons, dont beaucoup d'Espagnols libérés des camps d'internement, mais aussi des Juifs d'Europe centrale et quelques centaines d'Arméniens. Les survivants de la vraie meurtrière campagne de Tunisie sont intégrés à la 2^e DB du général Leclerc. Ils vont suivre Leclerc jusqu'à Paris et au-delà.



L'équipage du Madrid (La Nueve). France, 1944.
Association du 24 août 1944, Paris. D.R.

Les combats de la libération

Les étrangers occupent une place importante dans la Libération. On oublie souvent la France libre mais, pour prendre le seul cas des Espagnols, on y trouve en particulier la 9^e compagnie du 3^e bataillon du régiment de marche du Tchad, dite la Nueve parce qu'elle compte 146 Espagnols sur les 160 hommes commandés jusqu'à Paris par le capitaine Raymond Dronne. Les premiers chars à entrer dans Paris, en août 1944, en sont issus. Dans la Résistance intérieure, les Polonais, liés au gouvernement polonais en exil, sont très nombreux dans le réseau F2 qui fournit des renseignements décisifs pour l'organisation du Débarquement. Le XIV^e corps de guérilleros espagnols et ses quelque 4000 combattants en juin 1944 participent largement à la libération du sud-ouest. Que ce soit à Paris, Lyon, Marseille ou Toulouse, les survivants des groupes FTP-MOI continuent le combat dans le cadre des milices patriotiques. Six groupes de l'UJRE y comptent à Paris plus de 200 membres. Le groupe Carmagnole-Liberté lancent une insurrection à Villeurbanne soutenue par la population, stoppée quelques jours par la contre-offensive allemande. Enfin, des membres de la 35^e brigade prennent une part active à la libération de Toulouse, comme le fait le groupe Marat à Marseille.

La mémoire

Dans les années qui suivent la Libération, toutes les mémoires ont droit de cité, et singulièrement la mémoire de la Résistance. Dans les manifestations, on commémore au début le «groupe Manouchian-Boczor». Pourtant, grâce à la poésie avec Aragon, et à la chanson, avec Léo Ferré, Manouchian entre dans la mémoire collective des Français. Dans cette période émerge dans l'espace public une mémoire juive, consolidée dans les années suivantes par la nouvelle centralité mémorielle de la Shoah. La résistance des Juifs, notamment étrangers, quitte alors le cadre communautaire qui était le sien.

Avec Missak, accompagné de Mélinée, c'est le premier résistant étranger et le premier résistant communiste à entrer au Panthéon le 21 février 2024. Avec lui ce sont les 23 accusés du procès qui sont honorés, comme en témoigne une plaque qui leur est dédiée et, plus généralement, ce sont tous les étrangers qui ont été si nombreux dans la Résistance.

COMMISSARIAT DE L'EXPOSITION

Commissariat scientifique : **Renée Poznanski**, professeure émérite, département des Politiques et Gouvernements, université Ben Gourion du Negev, et **Denis Peschanski**, directeur de recherche émérite au CNRS, Équipex Matrice, Programme 13-Novembre.

Coordination de l'exposition : **Sophie Nagiscarde**, responsable du service des activités culturelles, assistée de **Clara Lainé**, assistante du service des activités culturelles, et Lyne Bizet.

Design graphique : Estelle Martin, Atelier Takavoir.

AUTOUR DE L'EXPOSITION

Conférence inaugurale

Des étrangers dans la Résistance en France

jeudi 1 février 2024 à 19h

Auditorium Edmond J.Safra

La panthéonisation de Mélinée et Missak Manouchian, le 21 février 2024, est l'occasion de rendre hommage à l'ensemble des étrangers ayant combattu pour la France. L'exposition se propose de décliner les formes de résistance ; en partant de l'Affiche rouge, vitrine édifiante du courage des femmes et hommes issus des FTP-MOI parisiens, pour s'étendre vers la Résistance intérieure, révélatrice de personnalités singulières au destin universel.

En présence de **Denis Peschanski** et **Renée Poznanski**, historiens et commissaires de l'exposition.

Animée par **Sophie Nagiscarde**, responsable du service des Activités culturelles du Mémorial de la Shoah.

La rencontre est retransmise en direct sur le compte Facebook, Youtube et X du Mémorial de la Shoah.



Photo : Cortège portant des panneaux avec les nationalités « roumains », « portugais », « hongrois », lors de la première cérémonie commémorative en hommage aux fusillés de l'Affiche rouge. Cimetière parisien d'Ivry-sur-Seine (Val-de-Marne), France, mars 1945.

© Mémorial de la Shoah / Coll. Boris Holban.

Projection en avant-première

« **Manouchian et ceux de l’Affiche rouge** » de **Hugues Nancy**

jeudi 8 février 2024 à 19h

Auditorium Edmond J.Safra

France, documentaire, 70 min, Nova production, France Télévisions, 2024.

Pour raconter la destinée hors du commun et redonner vie au « groupe Manouchian », aux 22 fusillés du Mont-Valérien en février 1944, ce documentaire nous plonge dans les archives de l’Occupation et de la Collaboration. La mobilisation au montage de sources multiples (films, photographies, documents amateurs, archives de la préfecture de police...) témoigne de l’atmosphère, des lieux de l’époque et servent de guide pour relater l’odyssée tragique des FTP-MOI de la région parisienne.

En présence du réalisateur et de **Denis Peschanski**, historien et coauteur du film.

Animée par **Victor Macé de Lépinay**, journaliste à France Culture.

Avec le soutien de la Fondation pour la mémoire de la Shoah.

Rencontres | Paris

Avant de devenir des Partisans : la lutte antifasciste au sein de la Main-d’œuvre immigrée (MOI)

11 février 2024 à 14h

Auditorium Edmond J.Safra

Diffusion d’un épisode (58 min) de la série *Les Étrangers de la MOI, la lutte et la vie* de Marie Chartron, réalisée par Franck Lilin pour LSD, la série documentaire, une émission de France Culture, 2024.

À l’occasion de la parution de *Avec tous tes frères étrangers. De la MOE aux FTP-MOI* de Dimitri Manassis et Jean Vigreux, Libertalia, 2024.

Au lendemain de la Première Guerre mondiale, la France accueille de nombreux étrangers pour se reconstruire. Afin d’affirmer la solidarité internationale de classe des travailleurs, le jeune Parti communiste français fonde en 1923 la MOE (Main-d’œuvre étrangère) qui devient en 1935 la MOI (Main-d’œuvre immigrée). Durant la Seconde Guerre mondiale, certains de ses membres s’engageront dans la lutte armée des FTP-MOI. Au-delà de ce point d’orgue, qui étaient ces étrangers de la MOI ? D’où venaient-ils ? Comment vivaient-ils ? Quels étaient les motifs de leur engagement ?

En présence des auteur.e.s. Animée par **Chloé Leprince**, journaliste à France Culture.

Projection en avant-première

« **La Résistante et l'enfant** » de **Jean Barat**

dimanche 11 février 2024 à 16h30

Auditorium Edmond J.Safra

France, documentaire, 80 min, 2024.

La résistante, c'est Eva Golgevit, née en 1912 à Lodz, émigrée en France où elle s'engage dans la section juive de la MOI, avant d'être arrêtée par la police française et déportée au camp d'Auschwitz, dont elle reviendra. L'enfant, c'est Jean, son fils, qu'elle cache après avoir réchappé à la rafle du Vel d'Hiv. Le film entrecroise le témoignage filmé dans les années 2000 d'Eva qui livre un récit passionnant sur l'avant-guerre, la Résistance et la déportation, avec celui de Jean qui raconte aujourd'hui la séparation, sa survie, les retrouvailles et le lien indéfectible qui l'unissait à sa mère : le chant yiddish. Un dialogue posthume émouvant sur la transmission entre une mère et son fils.

En présence du réalisateur et de **Jean Golgevit**, enfant caché et fils d'**Eva Golgevit**, résistante et rescapée de la Shoah.

Animée par **Chloé Leprince**, journaliste à France Culture.

Rencontres | Paris

Debout avant la nuit. Résistantes juives de la guerre d'Espagne à la Seconde Guerre mondiale

jeudi 7 mars 2024 à 19h

Auditorium Edmond J.Safra

Dans le cadre de la Journée internationale des droits des femmes

Dans la résistance des étrangers contre le nazisme, la guerre d'Espagne (1936-1939) a joué un rôle matriciel et constitue le moment inaugural de la contribution des femmes comme protagonistes dans un conflit, par leur engagement dans la guerre et leur mobilisation solidaire internationale. Parmi les mouvements en faveur des républicains espagnols, les Brigades internationales étaient de loin le corps le plus féminisé. En leur sein, les volontaires juives étaient majoritaires.

Après la victoire du général Franco, une partie d'entre elles poursuivra le combat pour libérer la France du joug nazi.

En présence de **Renée Poznanski**, historienne, professeure émérite à l'université **Ben Gourion**, et **Edouard Sill**, historien, chargé de cours à l'Institut catholique de Paris (ICP).

Animée par **Zoé Grumberg**, chercheuse post-doctorante à l'université d'Angers.

Rencontres | Paris

Des archives inédites pour raconter Missak et Mélinée Manouchian
dimanche 10 mars 2024 à 14h

Auditorium Edmond J.Safra

À l'occasion de la parution de *Missak et Mélinée Manouchian*, deux orphelins du génocide des Arméniens engagés dans la Résistance française de Astrig Atamian, Claire Mouradian et Denis Peschanski, Textuels, 2023 ; et de *Manouchian. Témoignage suivi de poèmes, lettres et documents inédits de Mélinée Manouchian*, édition revue et augmentée, Éditions Parenthèses, 2023.

Tous deux orphelins survivants du génocide des Arméniens de 1915, Missak et Mélinée se sont rencontrés dans le Paris du Front populaire. C'est ensemble qu'ils s'engagent dans les FTP-MOI de la région parisienne. Après l'exécution de Missak, Mélinée ne cessera d'œuvrer à ce que la mémoire de son époux demeure intacte. À travers le prisme de documents inédits et inexplorés jusque-là, cette rencontre propose de retracer l'histoire intime de ce couple, séparé par la guerre et réuni au Panthéon.

En présence de **Katia Guiragossian**, réalisatrice, petite-nièce de Missak et **Mélinée Manouchian, Claire Mouradian**, historienne, directrice de recherches émérite au CNRS, et d'**Hourì Varjabédian**, traductrice et directrice de collections.

Lecture de poèmes de **Missak Manouchian, Louisa Aslanian, Paul Éluard, Louis Aragon...** par **Simon Abkarian**, comédien.

Animée par **Bertrand Richard**, auteur et éditeur.

Rencontres | Paris

Morts pour la France ! Elle s'appelait Olga, ils s'appelaient Rino et Marcel

dimanche 10 mars 2024 à 16h30

Auditorium Edmond J.Safra

À l'occasion de la parution de *Rino Della Negra*, footballeur et partisan de Dimitri Manassis et Jean Vigreux, Libertalia, 2022 ; *Olga Bancic. Une jeune mère dans la Résistance*, de Marie-Florence Ehret, Oskar, 2022 ; *Du sang dans la clairière. Mont-Valérien 1941- 1944*, de Tal Bruttman, Efix et Antoine Grande, éditions Ouest-France, 2023.

Originaires de cultures et de pays différents, Olga Bancic (1912-1944), Rino Della Negra (1923-1944) et Marcel Rajman (1923-1944) ont sacrifié leur jeunesse et leur vie pour libérer la France du joug nazi. Ils appartenaient au groupe FTP-MOI de la région parisienne, dirigé par Boris Holban, puis par Missak Manouchian. Ils ont tous trois été arrêtés par la police française en novembre 1943 et exécutés l'année suivante.

Des publications récentes éclairent les trajectoires de ces jeunes gens longtemps oubliés de la mémoire collective.

En présence des auteur.e.s. Animée par **André Loez**, historien, producteur du podcast Paroles d'histoire.

Avec le soutien de la Fondation pour la Mémoire de la Shoah.



© Florence Brochoir

LE MÉMORIAL DE LA SHOAH

Le Mémorial de la Shoah, plus grand centre d'archives en Europe sur l'histoire de la Shoah, est un lieu de mémoire, de pédagogie et de transmission sur l'histoire du génocide des Juifs pendant la Seconde Guerre mondiale en Europe. Il réunit aujourd'hui six sites : le Mémorial de la Shoah de Paris et du site de Drancy, le lieu de mémoire au Chambon-sur-Lignon (Haute-Loire), le CERCIL Musée - Mémorial des enfants du Vel-d'Hiv (Loiret), le Centre culturel Jules Isaac de Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme), et la Gare de Pithiviers.

Ouvert au public le 27 janvier 2005 dans le quartier historique du Marais, le site parisien offre de nombreux espaces et un programme de sensibilisation conçu pour chaque type de public : une exposition permanente sur la Shoah et l'histoire des Juifs en France pendant la Seconde Guerre mondiale, un espace d'expositions temporaires, un auditorium programmant des projections, des colloques, le Mur des Noms où sont gravés les noms des 76 000 hommes, femmes et enfants juifs déportés depuis la France entre 1942 et 1944 dans le cadre de la « Solution finale », le centre de documentation (50 millions de pièces d'archives et 1 500 archives sonores, 350 000 photographies, 3 900 dessins et objets, 12 000 affiches et cartes postales, 30 000 documents cinéma, 14 500 titres de films dont 2.500 témoignages, 80 000 ouvrages) et sa salle de lecture, des espaces pédagogiques où se déroulent des ateliers pour enfants et des animations pour les classes et pour les enseignants, ainsi qu'une librairie spécialisée. Une meilleure connaissance de l'histoire de la Shoah vise à lutter également contre le retour de la haine et contre toutes formes d'intolérance aujourd'hui : le Mémorial travaille aussi depuis plus de dix ans à l'enseignement des autres génocides du XX^e siècle, tels que le génocide des Tutsi au Rwanda ou encore le génocide des Arméniens et ouvre, en juin 2023, le Centre Raphael Lemkin, le nouveau centre de ressources des génocides.

INFORMATIONS PRATIQUES

DES ÉTRANGERS DANS LA RÉSISTANCE EN FRANCE À l'occasion de l'entrée au Panthéon de Mélinée et Missak Manouchian

À partir du 02 février 2024

Mémorial de la Shoah

17, rue Geoffroy-l'Asnier

Paris 4e

Tél. : 01 42 77 44 72

contact@memorialdelashoah.org

www.memorialdelashoah.org

Ouverture de 10h à 18h

Tous les jours, sauf le samedi.

Nocturne jusqu'à 22h le jeudi.

Entrée gratuite

Métro Saint-Paul ou Hôtel-de-Ville

Service Communication

Flavie Bitan, Responsable

flavie.bitan@memorialdelashoah.org

Nada Madjoska, Chargée de communication

nada.madjovska@memorialdelashoah.org

Léa Taieb, Chargée de communication digitale

lea.taieb@memorialdelashoah.org

CONTACTS PRESSE

Agence C La Vie

Ingrid Cadoret | ingrid@c-la-vie.fr

06 88 89 17 72

Alessia Tobia | alessia.tobia@c-la-vie.fr

06 40 38 06 73